



Baromètre du *crowdfunding* en France

2025

forv/s
mazars

x

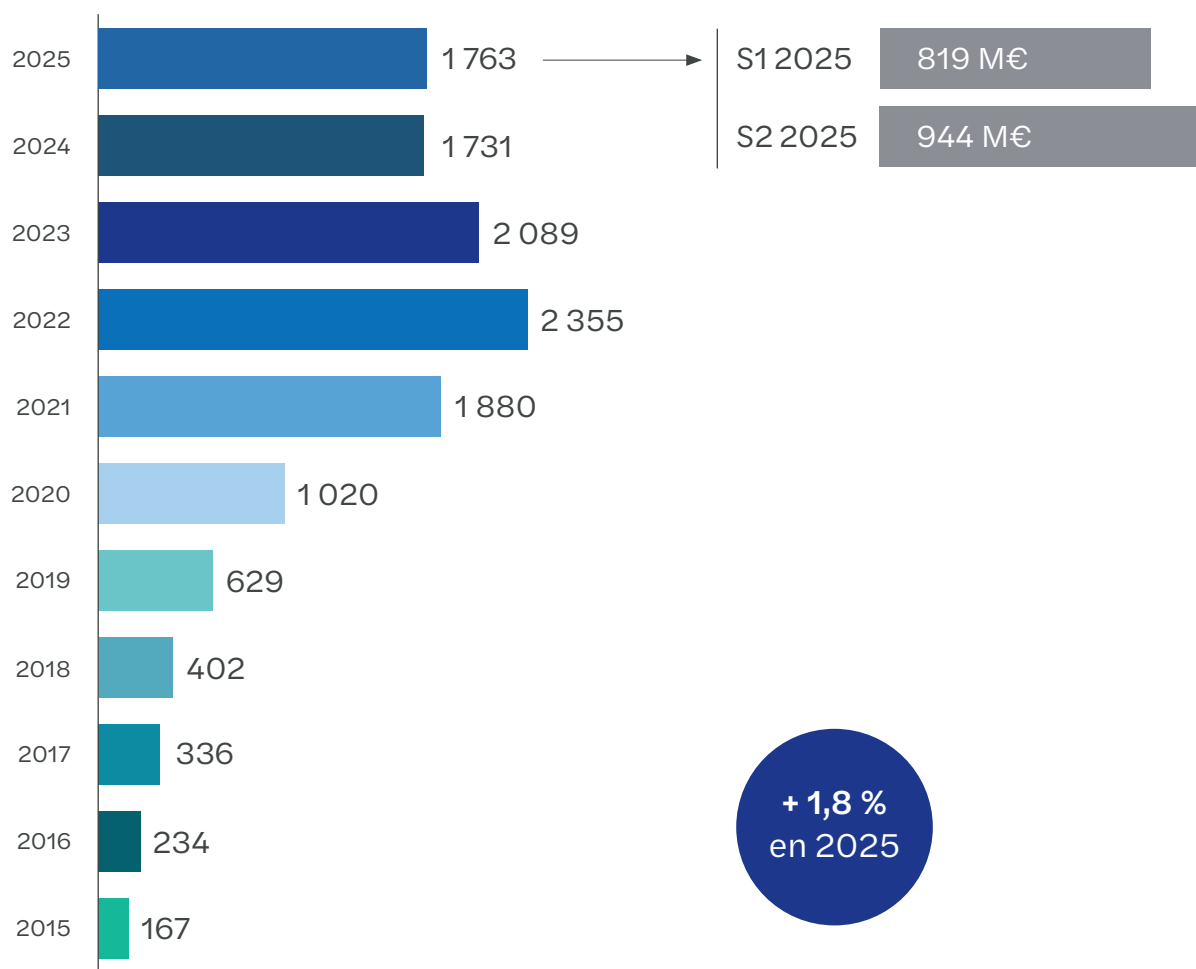
 France **FinTech**
COLLÈGE
FINANCEMENT

Sommaire

- 03** Les fonds collectés
- 04** Les fonds collectés par typologie
- 05** Les canaux de collecte
- 06** Les projets financés en 2025
- 08** Le financement participatif par schéma transactionnel
- 09** Les secteurs clés du *crowdfunding* - Immobilier
- 10** Les secteurs clés du *crowdfunding* - EnR
- 11** Les plateformes de *crowdfunding* et l'international
- 12** Financement participatif en prêt : focus sur les risques
- 13** Les belles histoires du financement participatif
- 15** La répartition géographique
- 16** Radioscopie des plateformes du *crowdfunding*
- 17** Les tendances pour 2026 et après
- 18** Compléments d'information et remerciements

Le financement participatif

Les fonds collectés (en millions d'euros)



12,6 milliards d'euros financés depuis 2015

En 2025, le *crowdfunding* en France a enregistré une collecte totale de **1 763 millions d'euros**, marquant une progression de **+1,8 %** par rapport à l'année précédente. Cette croissance, bien que modérée, intervient après deux années consécutives de repli, soulignant la résilience d'un secteur confronté à un contexte macro-économique et géopolitique peu favorable à l'investissement.

Le marché reste en effet marqué par les conséquences d'une crise de l'immobilier qui se prolonge et qui a particulièrement affecté les plateformes spécialisées dans ce secteur, et leurs investisseurs. Plus largement, l'incertitude économique ambiante a pesé – ces dernières années – sur la capacité des porteurs de projet à lever des fonds et sur l'appétence des particuliers pour l'investissement.

Pourtant, le *crowdfunding* continue de s'affirmer comme un **outil de solidarité et d'impact**. Chaque année, la grande majorité des initiatives financées via le *crowdfunding* vise à générer un impact positif, qu'il soit social, environnemental ou local. Cette dimension illustre l'engagement des financeurs en faveur de projets porteurs de sens.

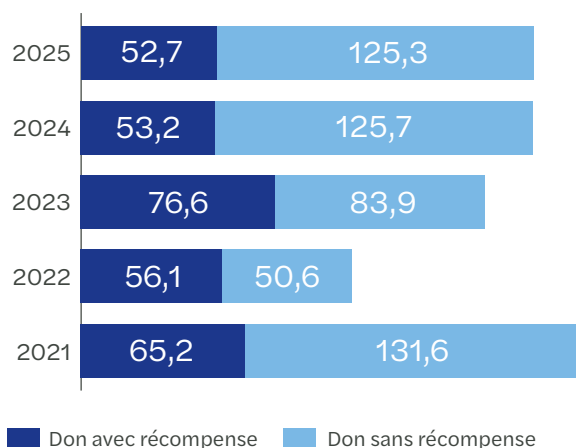
Dans des secteurs exposés aux aléas des marchés (immobilier, tech, restauration, etc.), les opportunités continuent d'attirer les particuliers en quête de rendement. Ces investissements comportent néanmoins des risques non négligeables, rappelant l'importance d'une approche mesurée et diversifiée pour les contributeurs.

Le financement participatif

Les fonds collectés par typologie (en millions d'euros)



Dons



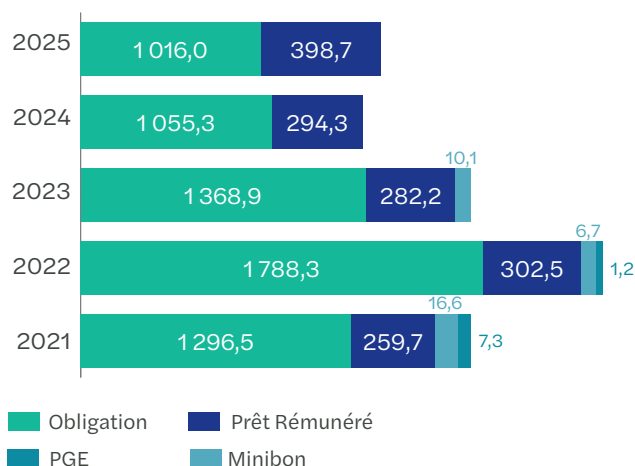
Le don enregistre une stabilité complète par rapport à l'an passé, tant en volume global qu'en répartition entre don avec et sans récompense.

Le *crowdfunding* en prêt retrouve quelques couleurs à la faveur de la progression du financement des énergies renouvelables ainsi que des TPE/PME, porté par le sous-segment du *crowdfactoring*. L'immobilier n'a pas complètement enrayé sa chute mais celle-ci est d'amplitude bien moindre cette année.

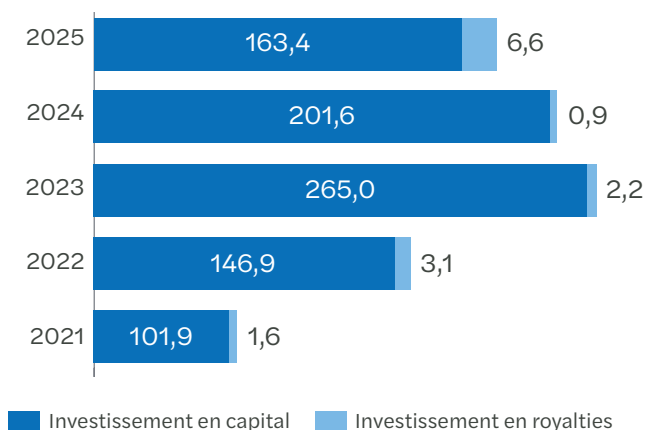
L'investissement en capital subit la baisse d'appétit des investisseurs pour le financement de l'innovation et des *start-up* notamment. Les dispositifs de soutien à l'innovation, déterminants sur ce segment, pâtissent depuis 18 mois d'une instabilité qui ne favorise pas la reprise.

Enfin, rappelons que le *crowdfunding* est une épargne directement orientée vers l'économie réelle. C'est un pur marché primaire (à plus de 99 % des flux) : chaque opération correspond à une collecte de fonds nouveaux destinée à financer un projet identifié, qu'il s'agisse d'une entreprise, d'un projet immobilier, d'une infrastructure énergétique ou d'une initiative de l'économie sociale et solidaire.

Prêts

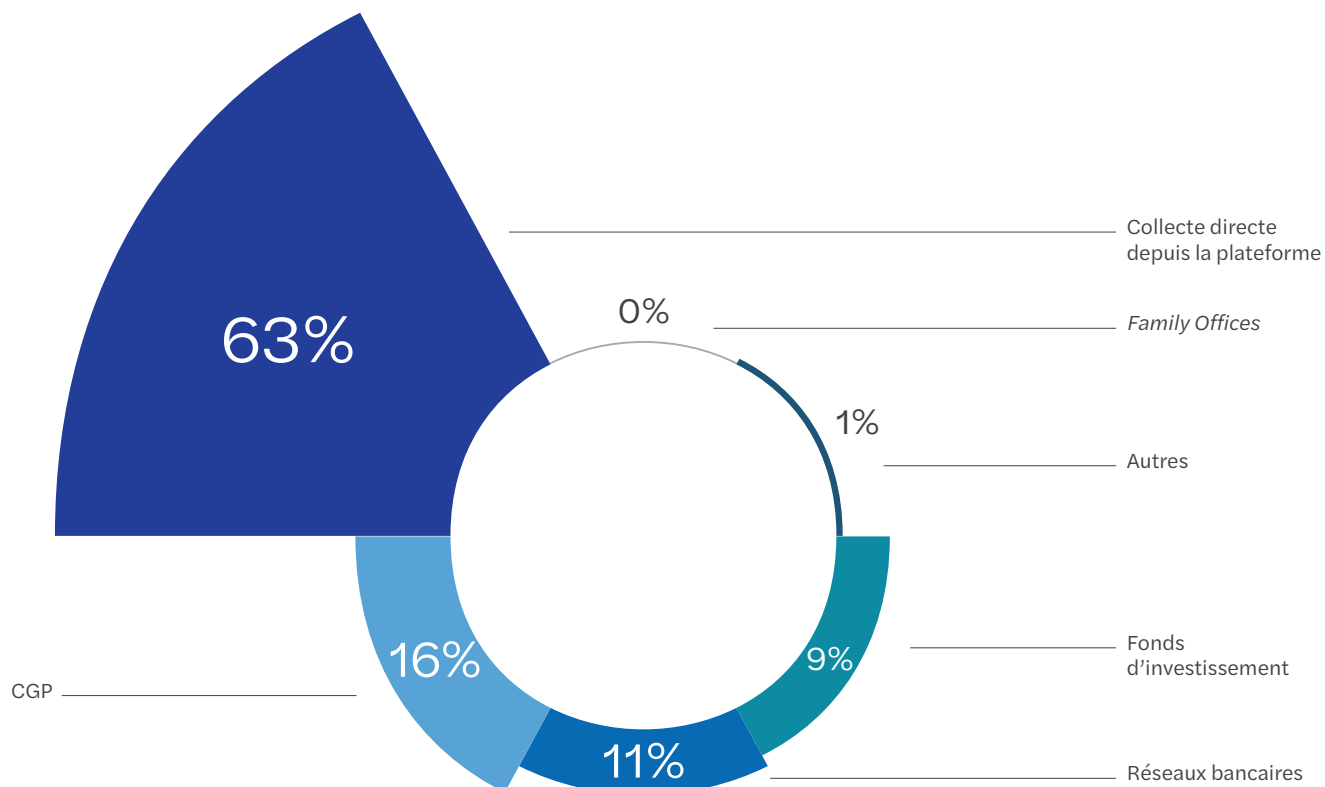


Investissements



Le financement participatif

Les canaux de collecte

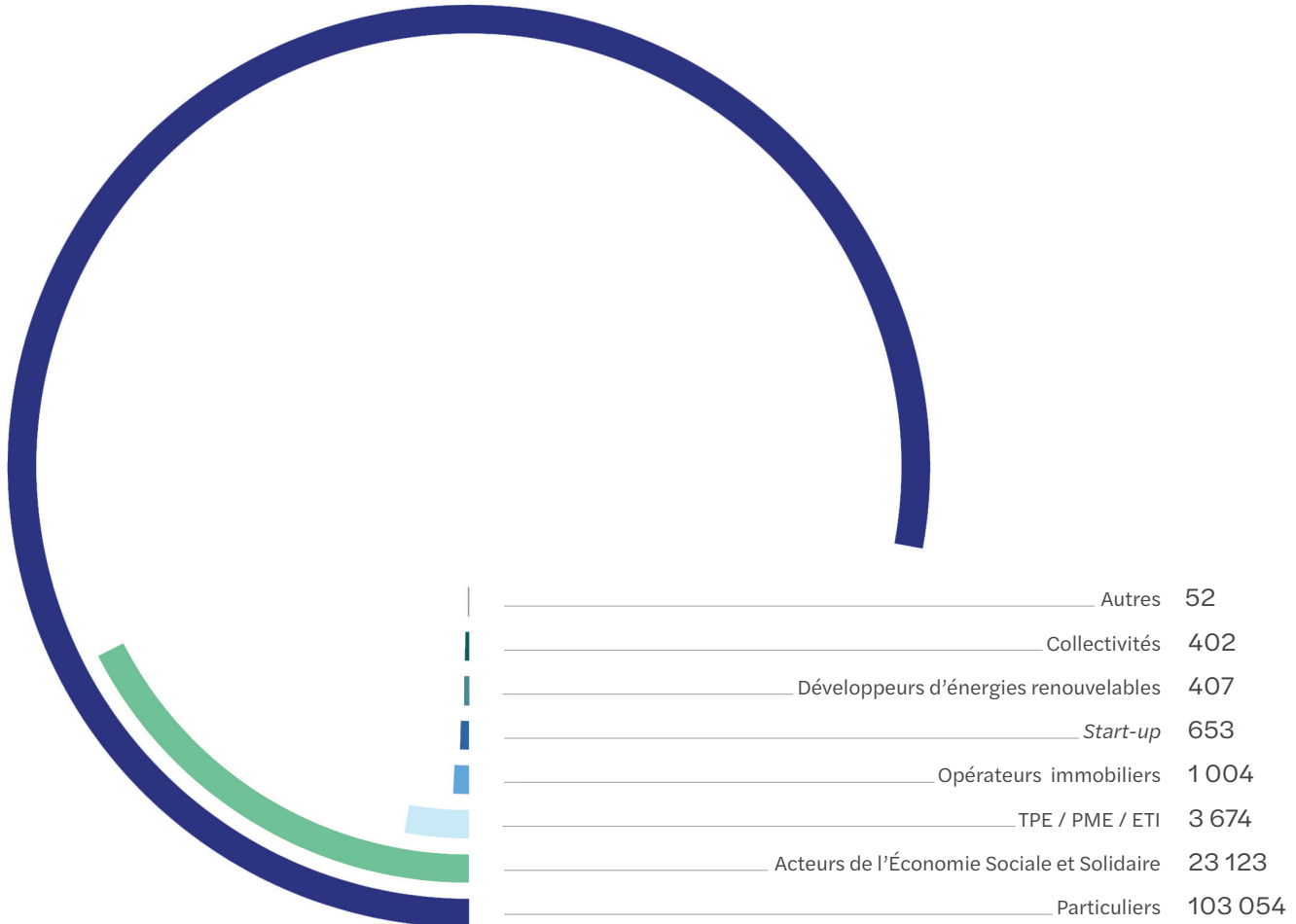


La répartition des canaux de collecte s'inscrit dans une continuité. L'approche directe demeure largement dominante, représentant 63 % des flux. Les canaux intermédiés confirment leur place avec 37 % de la collecte totale (contre 36 % l'an dernier), structurés principalement autour des CGP (16 %), des réseaux bancaires (11 %) et des fonds (9 %).

Cette stabilité traduit une intégration désormais ancrée avec les professionnels de l'épargne. Néanmoins, la zone de turbulence que traverse le *crowdfunding* immobilier n'a pas permis, en 2025, d'accélérer davantage cette dynamique partenariale.

Le financement participatif

Les projets financés en 2025 (nombre de projets financés)



Sur le plan quantitatif, l'activité marque un infléchissement en 2025 : 132 369 projets ont été financés, soit une baisse de -19,1 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette évolution tient en grande partie au segment du don — qu'il s'agisse des particuliers ou des acteurs de l'économie sociale et solidaire — qui demeure structurant en volume. Hors dons, 3 109 projets relèvent de l'investissement (prêt ou *equity*).

Au-delà de la variation des volumes, le *crowdfunding* confirme sa vocation de finance populaire et citoyenne, au service de projets de proximité porteurs de sens et d'impact territorial.

Les durées moyennes de collecte s'allongent nettement sur certains segments : 20 jours en moyenne pour les projets immobiliers (contre 6 jours l'an dernier) et 89 jours pour les *start-up* (contre 61 jours en 2024). Cette évolution, cohérente avec le contexte de marché, reflète une sélectivité accrue des investisseurs et un cycle de décision plus long.

Le financement participatif

Les projets financés en 2025

(nombre de projets financés)

Nombre de projets présentés en moyenne par plateforme
et durée moyenne de la collecte

Start-up	Infrastructure énergie durable	Immobilier	PME	Association
Financement en capital	Financement obligataire	Financement obligataire	Financement par prêt rémunéré	Financement par don
2 projets proposés par semaine	2 projets proposés par semaine	1 projet proposé par semaine	5 projets proposés par semaine	111 projets proposés par semaine
Durée de la collecte : 89 jours	Durée de la collecte : 49 jours	Durée de la collecte : 20 jours	Durée de la collecte : 5 jours	Durée de la collecte : 56* jours

* Ne concerne que les plateformes précisant une date de fin de collecte. Certaines campagnes de collecte en don permettent en effet des contributions périodiques sans limitation de durée.



Le financement participatif

Le financement participatif par schéma transactionnel



Don : 178 M€	Don sans récompense	Don avec récompense
Volume collecté	125,3 M€	52,7 M€
Nombre de projets financés	124 755	4 505

Prêt : 1 414,8 M€	Prêt rémunéré	Obligation
Volume collecté	398,7 M€	1016,0 M€
Nombre de projets financés	1 579	1 229

Investissement : 170 M€	Capital	Royalties
Volume collecté	163,4 M€	6,6 M€
Nombre de projets financés	269	32

L'investissement en capital (*crowdequity*) a particulièrement souffert en 2025. Les *start-up* françaises rencontrent encore des difficultés pour lever des fonds ce qui se traduit par une raréfaction des projets mis en ligne sur les plateformes qui misent sur une plus grande sélectivité. Or, c'est le segment des *start-up* en amorçage ou série A qui sollicite majoritairement les plateformes de *crowdequity* rendant l'équation plus complexe car les investisseurs sont moins enclins à financer des projets trop jeunes.

Point à noter également, la hausse très sensible des volumes de prêts rémunérés (398,7 M€ de prêts octroyés en 2025 contre 294,3 M€ en 2024). La part du *crowdfactoring*, de plus en plus importante au sein de cette catégorie, est le principal facteur explicatif. Le prêt obligataire est quasi stable à 1 016 M€ contre 1 055 M€ l'an passé.



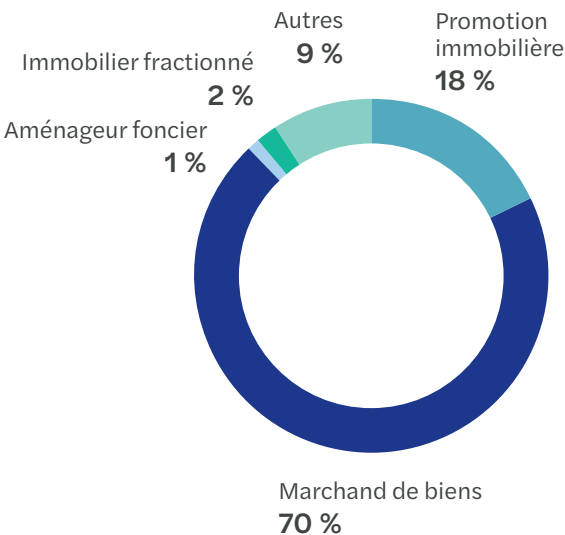
Le financement participatif

Les secteurs clés du *crowdfunding* - Immobilier



	2025	2024	2023	2022
Prêt	845 M€	861 M€	1 161 M€	1 607 M€
Nombre de projets	1 004	1 139	1 237	1 628
Rendement brut moyen	11,0 %	10,6 %	10,3 %	9,4 %

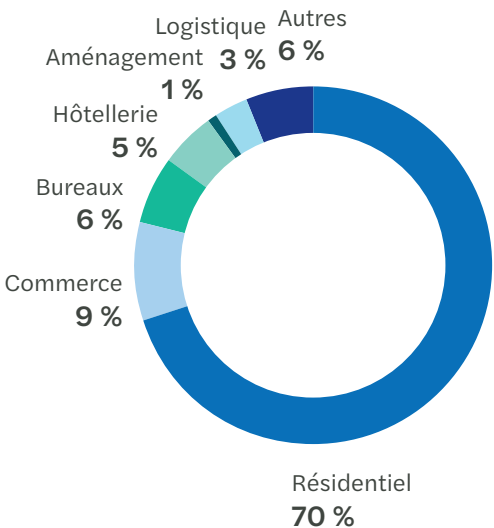
Ventilation par type d'opérations



Le *crowdfunding* immobilier a nettement ralenti sa décline : la baisse se limite cette année à -1,9 %, avec 845 M€ financés pour 1 004 projets, contre 861 M€ et 1 139 projets en 2024. Cette baisse n'est néanmoins pas homogène selon les plateformes qui affichent des stratégies très différentes : la forte croissance en matière de collecte de plusieurs nouveaux acteurs contraste avec le ralentissement de la majorité des acteurs historiques.

L'immobilier ne représente plus que 47,9 % de la collecte globale du secteur, confirmant un rééquilibrage progressif des segments. Deux acteurs historiques ont cessé leurs activités en 2025 : Koregraf et WeShareBonds. D'autres plateformes de taille beaucoup plus modeste ont également mis en sommeil leur site web sans que l'on sache s'il s'agit d'un arrêt définitif ou temporaire, le temps de laisser passer le retournement de cycle.

Ventilation par destination de projets



Le financement participatif

Les secteurs clés du *crowdfunding* - EnR

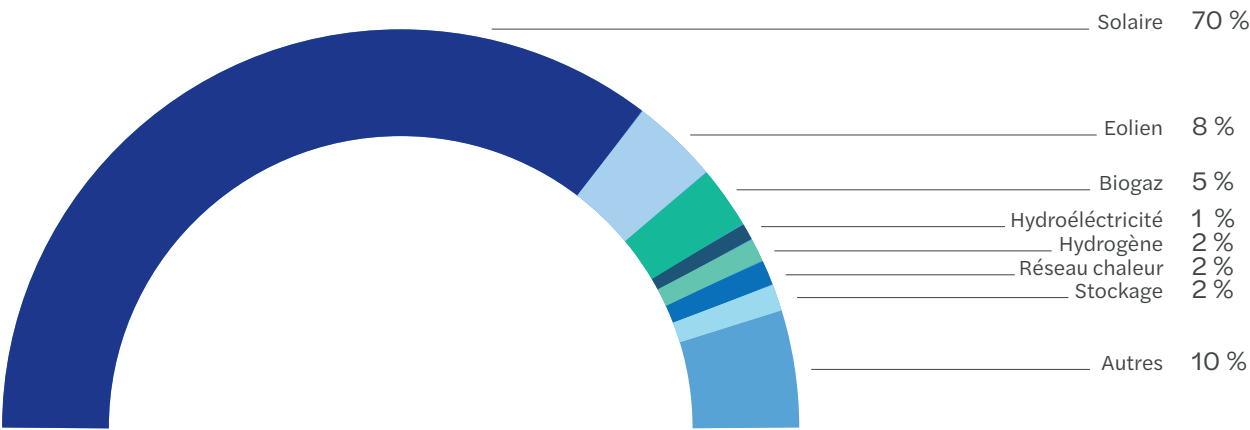


	2025	2024	2023	2022
Prêt	358 M€	352 M€	368 M€	330 M€
Nombre de projets	407	310	351	305
Rendement brut moyen	7,7 %	7,5 %	6,6 %	6,1 %

Le secteur des énergies renouvelables (EnR) confirme une croissance maîtrisée auprès d'acteurs solides de la transition énergétique. Le montant de la collecte progresse de + 1,7 % tandis que le nombre de projets connaît une augmentation notable de +31,2 %.

Les EnR représentent désormais plus de 20 % de la collecte globale du *crowdfunding* en France. Le secteur s'est par ailleurs très concentré : après le rapprochement de Lendosphere et Lendopolis fin 2024, Enerfip a racheté la plateforme Lumo au cours de l'année 2025. Le reste des volumes, en dehors de ces 4 acteurs historiques est plus fragmenté.

Ventilation des projets par type d'énergies



Les plateformes de *crowdfunding* et l'international

Votre plateforme a-t-elle amorcé des activités à l'international grâce au passeport européen ?

25,0 %

Oui

66,7 %

Non

8,3 %

Non, mais c'est prévu d'ici les 12 prochains mois



Espagne

38 %



Italie

19 %



Pays-Bas

12 %



Autres pays de l'UE

31 %

Le *crowdfunding* en prêt rémunéré et en investissement s'est reconfiguré autour de l'agrément de Prestataire de Services de Financement Participatif (PSFP) en application du règlement (UE) 2020/1503. L'une des avancées majeures du PSFP est d'ouvrir le *crowdfunding* au marché européen grâce au mécanisme de passeportage.

Nous nous sommes intéressés cette année à la concrétisation d'une démarche à l'international des plateformes françaises. Sur les 60 PSFP enregistrés en France, 18 ont demandé le passeport dans un ou plusieurs pays européens. Si sur le plan réglementaire, les plateformes ont pour beaucoup d'entre elles sollicités « préventivement » le passeport, nous pouvons en revanche constater qu'un PSFP sur quatre uniquement a réellement amorcé des activités en dehors de l'Hexagone.

À cela s'ajoute 8,3 % de plateformes qui comptent amorcer une démarche dans les 12 prochains mois.

Lorsque l'on parle d'international, disposer du passeport européen ne suffit pas : se développer hors de France exige de s'adapter aux spécificités locales — cadre réglementaire, langue, pratiques du marché, capacité à identifier et sourcer les bons projets, etc. Sans surprise, les premières expansions ciblent surtout des pays limitrophes ou proches culturellement, comme l'Espagne, l'Italie ou les Pays-Bas.

À ce stade, la plupart des passeports délivrés restent dormants, ce qui souligne le potentiel encore largement inexploré pour l'expansion européenne des plateformes françaises.

Financement participatif en prêt : focus sur les risques

Exposition au risque		[0 – 2%]	[2 – 4%]	[4 – 6%]	[6 – 8%]	[8 – 10%]	[10 – 15%]	[15 – 20%]	[20 – 25%]	[25 – 30%]	> 30%
Opérateurs Immobiliers	Retard de – de 6 mois					X					
	Retard de + de 6 mois									X	
	Procédure collective								X		
	Perte définitive										
Développeurs d'énergies renouvelables	Retard de – de 6 mois		X								
	Retard de + de 6 mois	X									
	Procédure collective	X									
	Perte définitive	X									

Ce tableau des risques mérite plusieurs commentaires. Tout d'abord, nous n'avons pas jugé pertinent d'analyser spécifiquement le segment TPE / PME dans la mesure où trois des principales plateformes de prêt aux TPE et PME (October, Credit.fr, Unilend) ont arrêté leur activité et que leur portefeuille, encore en run-off, n'est plus accessible. Les quelques plateformes opérant sur ce segment ne permettent pas de tirer de conclusions robustes.

Le secteur des EnR présente toujours un profil de risque très résilient : quelques retards et procédures collectives mais qui restent marginales au regard de l'ensemble des financements réalisés.

Le *crowdfunding* immobilier affiche un profil différent, reflétant les difficultés structurelles du secteur. Depuis plus de deux ans, les plateformes font face à des retards qui s'accumulent sur des projets, rendant la perspective de remboursement des investisseurs parfois peu probable. Entre 8 et 10 % des projets présentent des retards de moins de six mois, et 25 à 30 % dépassent six mois. Les procédures collectives ont également augmenté, représentant désormais 20 à 25 % des projets financés.

Le stock de dossiers en souffrance progresse naturellement, car la résolution de ces situations prend du temps et l'encours des nouveaux crédits, proportionnellement plus limité, n'atténue pas immédiatement cette tendance. En conséquence, un projet sur deux présente actuellement des difficultés significatives.

Concernant les pertes définitives, leur estimation reste complexe et dépend largement des garanties mises en place et des décisions judiciaires. Les plateformes ne déclarent que très peu de pertes définitives à ce stade. L'observation des jugements prononcés montre que, dans certains cas de redressement judiciaire, une partie importante du capital peut être annulée, le solde étant étalé sur plusieurs années. Chaque situation reste néanmoins spécifique.

Le financement participatif

Les belles histoires du financement participatif



Remontons la pente après la DNC

En Savoie et en Haute-Savoie, la dermatose nodulaire contagieuse a brutalement désorganisé de nombreuses exploitations bovines. Pour faire face à cette crise sanitaire, l'Association des Fromages Traditionnels des Alpes Savoyardes a lancé un appel à la solidarité sur la plateforme de financement participatif Miimosa. Le projet a mobilisé 955 contributeurs, permettant de collecter 102 737 euros. Les fonds servent à soutenir les éleveurs touchés, à accompagner la reconstitution des troupeaux et à maintenir l'activité des fromageries et ateliers de transformation. Cette mobilisation citoyenne vient compléter les aides publiques afin de préserver une filière fromagère de montagne essentielle à l'économie et à l'identité des territoires savoyards.

Voir [ici](#).

Miimosa

CARBON, réindustrialiser le solaire avec l'épargne citoyenne

Pour accompagner la création d'une filière solaire européenne, la société industrielle CARBON a ouvert son capital au grand public via la plateforme Enerfip. Cette levée de fonds citoyenne visait à soutenir le développement d'unités industrielles de production de panneaux photovoltaïques en France. La mobilisation a dépassé l'objectif initial : 3 millions d'euros ont été collectés auprès de 2 379 citoyens investisseurs. Les fonds contribuent au lancement d'une usine d'assemblage de panneaux solaires et à la préparation d'une *giga*factory photovoltaïque. Ce projet illustre la capacité de l'épargne des particuliers à soutenir directement la transition énergétique et la réindustrialisation du territoire.

Voir [ici](#).



Duralex, une marque que les citoyens refusent de voir disparaître

Reprise par ses salariés sous forme de coopérative, la verrerie Duralex a engagé une levée de fonds citoyenne pour assurer sa transformation industrielle. L'opération, menée sur la plateforme d'investissement à impact Lita, avait un double objectif : consolider les fonds propres de l'entreprise et moderniser ses outils de production. 5 millions d'euros ont été levés, dépassant les attentes initiales. Cette mobilisation exceptionnelle témoigne de l'attachement des citoyens à un fleuron de l'industrie française, mais aussi de leur envie de s'impliquer activement dans la relance et l'avenir d'une entreprise emblématique.

Voir [ici](#).

Lita

Rampes PMR sur mesure, rendre l'accessibilité concrète et universelle

Porté par l'entreprise Axsol, le projet Rampes PMR sur mesure vise à faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite aux logements et aux établissements recevant du public. La levée de fonds a été réalisée sur la plateforme We Do Good, permettant de collecter 135 229 euros, soit largement au-delà de l'objectif initial. Les fonds servent à industrialiser et digitaliser la conception de rampes d'accès sur mesure, fabriquées en France, afin de simplifier la prise de mesure, la production et l'installation. Cette levée de fonds a bénéficié du soutien d'Olivier Goy, entrepreneur français reconnu et pionnier dans le financement participatif. Axsol incarne ainsi un projet à impact, capable de rassembler autour d'une ambition claire : construire une société plus inclusive, où la mobilité n'est plus un frein mais un droit pour tous. Une belle réussite collective qui fait de 2025 une étape clé dans le développement de l'entreprise.

Voir [ici](#).



Le financement participatif

Les belles histoires du financement participatif



Blanchisserie de Paris, financer la croissance d'une PME industrielle de proximité

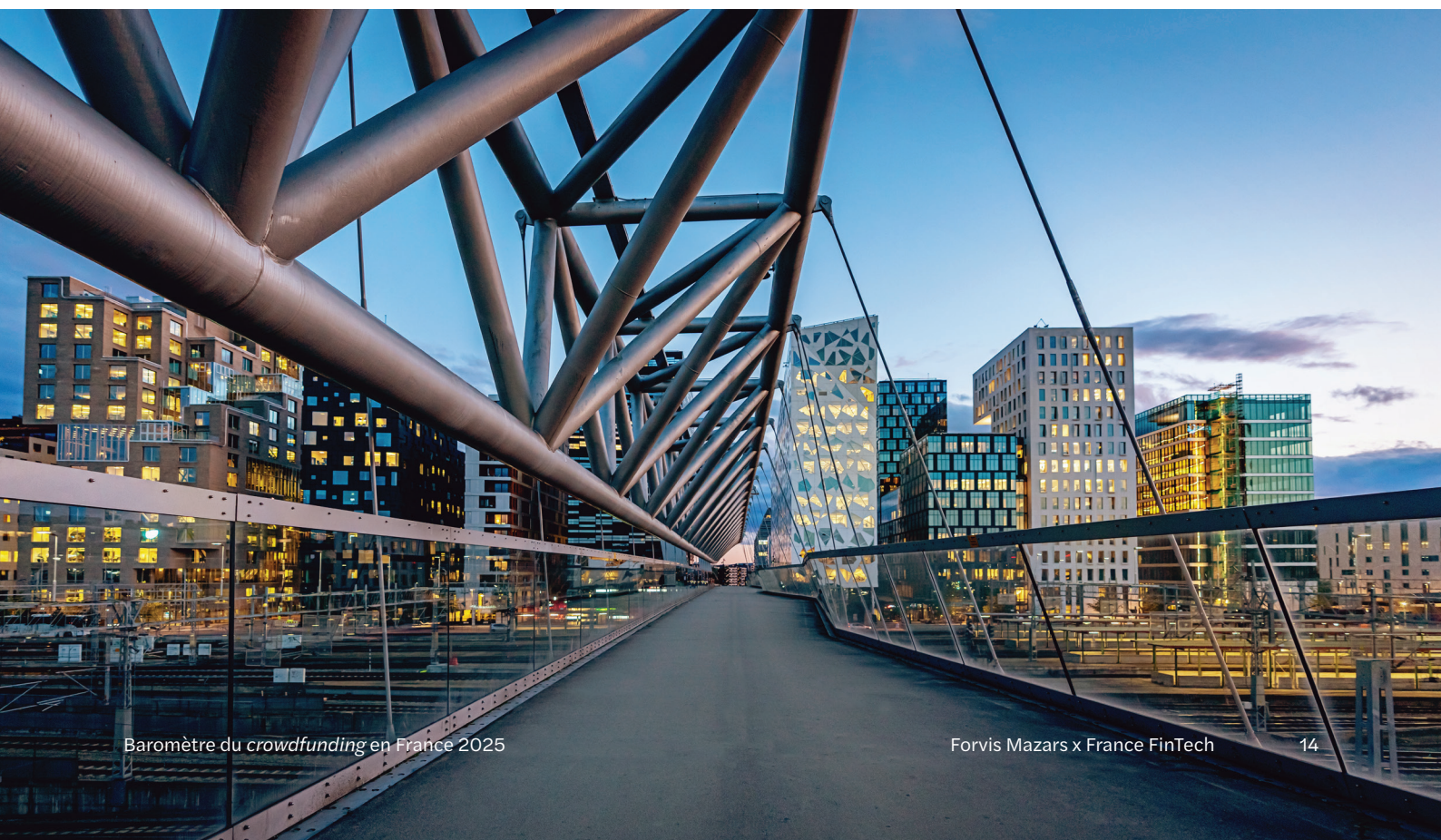
Akteur francilien de la blanchisserie industrielle, la Blanchisserie de Paris a financé sa croissance grâce à une émission obligataire proposée sur la plateforme Vatel Direct. Cette opération a permis de lever 1,5 million d'euros, afin d'accompagner l'acquisition de nouveaux sites industriels et le développement de ses capacités de production. Spécialisée dans la gestion externalisée du linge professionnel pour l'hôtellerie, la restauration et les établissements de santé, l'entreprise s'appuie sur un modèle intégré et des contrats pluriannuels. Ce projet illustre la capacité des plateformes à orienter l'épargne des particuliers vers des PME industrielles ancrées dans les territoires.

Voir [ici](#).

Racines en mouvement, faire de la jeunesse la voix des écosystèmes fragiles

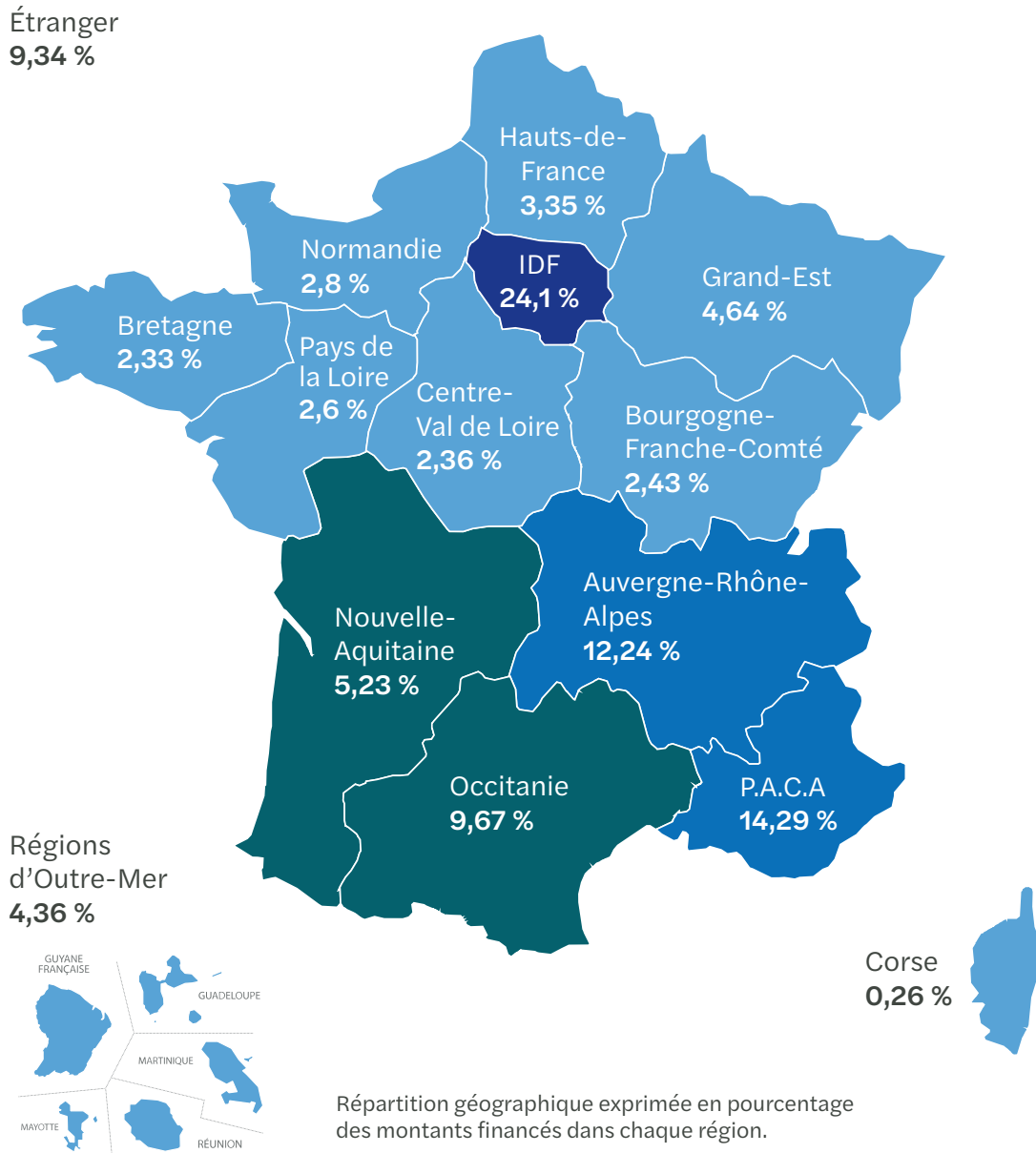
Porté sur Flamingo, le projet Racines en mouvement propose une approche originale de la sensibilisation environnementale : faire danser 200 enfants au cœur des mangroves, lagunes et zones humides ultramarines pour raconter leur importance écologique. La campagne a atteint son objectif, avec 74 550 euros collectés grâce au soutien de 30 contributeurs. Les fonds récoltés permettront d'organiser des ateliers artistiques mêlant danse et sciences, de produire un film et d'assurer sa diffusion auprès du grand public. Une belle démonstration de la capacité du *crowdfunding* à soutenir des projets culturels et pédagogiques, tout en contribuant à la sensibilisation à la biodiversité.

Voir [ici](#).



Le financement participatif

La répartition géographique



Pas de bouleversement majeur dans la répartition des volumes de collecte sur le territoire hexagonal. Assez logiquement les volumes de collecte se répartissent sensiblement proportionnellement au poids économique de chaque région.

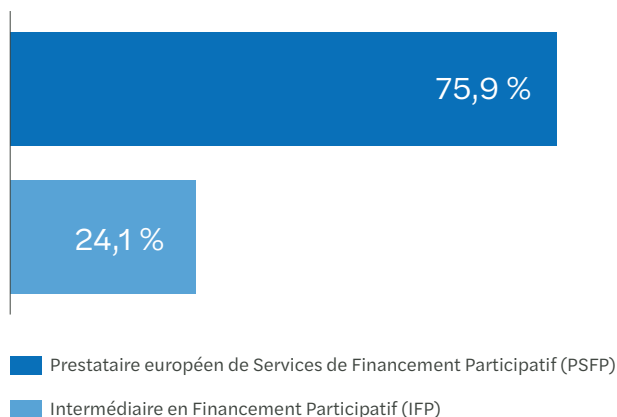
Un point mérite cependant l'attention : la part des fonds levés par des plateformes françaises pour des projets à l'étranger atteint 9,34 % cette année (contre 5,16 % en 2024). Cette hausse s'explique en partie par l'impact du passeport réglementaire européen, qui facilite les investissements transfrontaliers.

Le financement participatif

Radioscopie des plateformes du *crowdfunding*



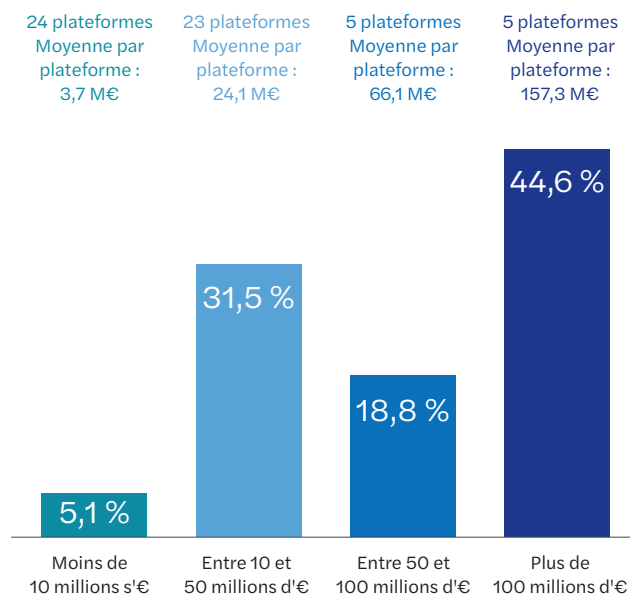
Ventilation des répondants
par type d'agrément



Autres informations

- Proportion de femmes salariées : 45,8 %
- Proportion de femmes au conseil d'administration : 20,2 %
- Plateformes à l'équilibre financier : 55,3 %
- Nombre moyen de salariés au sein des plateformes de *crowdfunding* : 13,4 salariés

Segmentation des plateformes
par volume de collecte



3 plateformes représentent près de 30 % de la collecte totale du *crowdfunding* (28,5 %).
Le top 10 représente 63,4 % du montant total de la collecte.

Le financement participatif

Les tendances pour 2026 et après



Un ADN à réaffirmer

Dans un contexte économique tendu, le financement participatif confirme sa nature profonde. Depuis ses origines, il a toujours porté des projets engagés, à impact, et ancrés dans le réel. Aujourd'hui, cette dimension prend une nouvelle résonance : la proximité et la transparence deviennent des leviers encore plus décisifs. L'impact, lui, n'a jamais été aussi central – mais il doit désormais être mesurable, tangible, et communiqué avec rigueur. C'est là un défi pour les acteurs du secteur : rendre compte de l'impact de manière concrète, au-delà des simples indicateurs financiers. L'exemple du *crowdfunding* immobilier est révélateur. Fini les rendements à deux chiffres perçus comme automatiques : ce segment exige une approche informée, diversifiée, et une acceptation des aléas. L'appétence pour financer l'économie réelle ou s'exposer à l'immobilier persiste, mais la performance ne doit pas occulter la réalité du risque. La solution n'est pas de substituer un produit à un autre, mais de construire une allocation patrimoniale équilibrée, où chaque exposition répond à un objectif précis.

C'est dans cette capacité à relier des communautés à des projets concrets, avec simplicité et transparence, que réside la force durable du *crowdfunding*. Même dans un environnement où les ressources se raréfient, il reste un outil puissant pour financer l'innovation sociale, l'écologie ou l'économie locale.

Business model

Si nous n'avons pas mené d'étude statistique sur le sujet, les retours des acteurs du secteur sont unanimes : le modèle économique traditionnel du *crowdfunding* doit évoluer. Les commissions prélevées, souvent limitées, ne suffisent plus à couvrir les coûts croissants liés à la complexité réglementaire (conformité, *reporting*, audits), aux obligations de sécurité financière (KYC/AML, sécurisation des flux, etc.), aux risques opérationnels (accompagnement des porteurs de projet, gestion des litiges, responsabilité juridique), aux coûts techniques et bancaires (infrastructures, frais de transaction), etc.

Ces défis sont d'autant plus prégnants dans un contexte économique tendu, où la rentabilité des plateformes est mise à rude épreuve, notamment lorsque des projets rencontrent des difficultés.

Alors les plateformes s'adaptent : elles obtiennent d'autres agréments pour proposer des fonds d'investissement plus diversifiés en attirant des investisseurs institutionnels à l'instar d'Anaxago, elles combinent expertise en *crowdfunding* avec des fonds labellisés ISR comme Lita, elles proposent des services premium avec accompagnement renforcé, formation et outils *marketing* comme Ulule ou KissKissBankBank (absorbée par Ulule en février 2025), elles créent des outils d'investissement automatisés telles que Raizers ou PretUp, elles consolident un secteur en se rapprochant (Lumo reprise par Enerfip en novembre 2025, ou Lendopolis par Lendosphere en novembre 2024). Ces adaptations ne sont pas seulement une question de survie économique : elles sont essentielles pour renforcer la crédibilité de l'écosystème. Les plateformes doivent continuer à éduquer les contributeurs sur les réalités du *crowdfunding* (risques, coûts, délais), simplifier les processus sans sacrifier la sécurité ou la conformité, innover en matière de services pour fidéliser porteurs de projet et investisseurs.

Nouveaux sous-jacents

Pour 2026, le sport et le *gaming* semblent constituer les nouveaux sous-jacents des plateformes existantes ou à venir. D'ailleurs, hasard du calendrier, la première plateforme agréée PSFP en 2026 (FP-2026-01) est Gamevestor, dédiée au financement de projets autour des jeux-vidéos.

Enfin, nous avons interrogé les plateformes sur la tokenisation : pour 51,5 % des plateformes la tokenisation constitue une piste d'avenir pour le *crowdfunding* (chiffre quasi stable par rapport à l'an passé). Les réalisations concrètes se font cependant attendre.

Eau Environnement Souveraineté
Infrastructure Sport Vin Art
Santé Secteur de la défense Chevaux
Gaming Culture Food

Le financement participatif

Compléments d'information et remerciements



Merci aux plateformes qui ont répondu au baromètre 2025

Baltis, Beefordeal, Bienpreter, Blue Bees, Citesia, ClubFunding, Credofunding, Crowdcube, Ecco Nova, Enerfip, Fimple, Flamingo, Flolend, Fundimmo, GwenneG, HelloAsso, Homunity, Human for Impact, Immocratie, Kiwai, Kwendoo, La Première Brique, Lendopolis, Lendosphere, Leetchi, Les Entreprêteurs, Lita, Look&Fin, Lumo, MiiMOSA, Monego, myOptions, My Moojo Crowdfunding, On Participe, PretUp, Proarti, Raizers, Seed and Collect, Sowefund, Stomea, Tantiem, Tipeee, Tokimo, Tudigo, Ulule, Upstone, Vatel Direct, Villyz, We are Olivia, We Do Good, WiSEED.

Le nombre de répondants tend à se réduire. Il faut y voir une première raison structurelle : le nombre de plateformes actives est factuellement en diminution. Mais notre baromètre est également là pour en témoigner, la conjoncture rend plus difficile l'exercice de collecte et d'analyse de données vis-à-vis de plateformes qui n'ont pas toutes la possibilité d'y consacrer du temps.

Nous remercions d'autant plus chaleureusement les plateformes qui ont fait l'effort. Nous avons pu compléter les données manquantes grâce aux statistiques publiques ce qui nous permet de disposer d'un set de données suffisamment complet pour publier ce baromètre dans des conditions satisfaisantes.

75 réponses pour l'ensemble des modèles transactionnels du financement participatif, dont 14 en don (8 en don sans récompense et 6 en don avec récompense), 41 en prêt (1 en prêt non rémunéré, 11 en prêt rémunéré, 29 en obligation) et 20 en investissement (19 en capital et 1 en royalties).

Les réponses des plateformes peuvent dans certains cas être pondérées par le volume des fonds qu'elles collectent. Une plateforme peut par ailleurs avoir plusieurs modèles transactionnels. Ce baromètre se fonde sur les données déclaratives communiquées entre le 5 janvier et le 12 février 2026 par les 51 plateformes qui représentent l'essentiel de l'écosystème du financement participatif en termes de volumes traités. Données complétées par les informations publiques ou estimées de plateformes n'ayant pas répondues à l'enquête.

Certaines informations ont pu être présentées sous la forme de fourchette de valeurs lorsque la donnée recueillie ne présentait pas les caractéristiques requises pour une présentation sous forme de moyenne (selon analyse du nombre de réponses rapporté au nombre de répondants et du degré de dispersion des valeurs unitaires obtenues).

Reproduction autorisée avec mention « Baromètre du crowdfunding en France 2025 réalisé par Forvis Mazars pour France FinTech ».



Contacts

Bertrand Desportes

Associé, Forvis Mazars, France
bertrand.desportes@forvismazars.com

Forvis Mazars Group SC est un membre indépendant de Forvis Mazars Global, réseau mondial de référence de services professionnels. Opérant en tant que *partnership* international intégré dans plus de 100 pays et territoires, Forvis Mazars Group est spécialisé dans l'audit, la fiscalité et le conseil.

Le *partnership* intégré s'appuie sur l'expertise et la diversité culturelle de ses équipes — plus de 40 000 professionnels à travers le monde — pour accompagner des clients de toutes tailles à chaque étape de leur développement.

forvismazars.com/fr

Florence de Maupeou

DGA en charge du financement participatif
florence.demaupou@francefintech.org

Créé en juin 2024, à l'issue de l'intégration de Financement Participatif France, association professionnelle de l'écosystème du *crowdfunding*, au sein de France FinTech, le collège Financement Participatif devient à l'automne 2025, le collège Financement.

Cette évolution naturelle a vocation à mieux servir les besoins des acteurs de la verticale. Le collège Financement a pour mission de promouvoir les acteurs proposant des solutions innovantes, de représenter leurs intérêts, de renforcer la déontologie et la mise en place de bonnes pratiques, et d'accompagner l'écosystème dans les mutations qui les impactent, qu'il s'agisse d'évolutions réglementaires, organisationnelles, technologiques ou sociologiques.

www.francefintech.org